



Fascisme chic à la Fac de Droit

Les évènements qui viennent de se dérouler à la Faculté de Droit de Montpellier ont conduit à la démission de son doyen. Leur violence semble en faire des faits exceptionnels, relevant de la délinquance plus que de la politique. On soutiendra ici une version exactement contraire où on rappellera ses racines historiques et ses incidences nationales.

La Fac de Droit de Montpellier d'abord : elle a toujours vécu le "syndrome Paul-Va", du nom de l'Université Paul Valéry, la Fac des Lettres considérée comme l'autre nom de Sodome et Gomorrhe ou à peu-près (la droite y avait dénoncé en Mai 68 des orgies en tout genre "bénies par le père Cardonnel", ce père dominicain connu pour ses engagements tiers-mondistes et anti-autoritaires). A l'époque elle avait fait le choix, dans le cadre de la loi Faure, d'une coalition avec les facs conservatrices (Médecine, Odontologie...) formant l'Université Montpellier 1. Une coalition qui s'est vite transformée en guérilla corporatiste dans la répartition inégale des budgets. A chaque mouvement étudiant, les doyens étaient saisis d'une angoisse : l'invasion de leur établissement par "les hordes" venant de Paul-Va. D'où des fermetures, des "protections" policières, des contre-manifestations (avec des profs en robe académique)...

Seuls les trois doyens de gauche (en un demi-siècle) – dont l'auteur de ces lignes – firent exception à ce traitement paranoïaque et réactionnaire de leur environnement. Le problème n'a pas disparu pour autant. Il s'est même aggravé avec la décision de la Faculté au tournant des années 90 de demeurer totalement isolée dans le centre historique quand toutes ses homologues (dont la Fac de médecine toute proche) décidaient de le quitter. La voilà donc à un jet de pierre du Rectorat, devenue un refuge naturel des manifestations qui s'y rendent. C'est à l'évidence le scénario qui s'est joué jeudi dernier avec une occupation du grand amphi par "des étudiants venus d'ailleurs", véritable obsession du doyen Petel.

Celui-ci en démissionnant, a expliqué n'avoir commis "aucune faute si ce n'est de communication". Or demeurent ses déclarations publiques où il se dit "fier de ses étudiants en droit" qui auraient "défendu la Faculté", les assimilant ainsi aux nervis qui sévirent dans la soirée. La justice aura à faire l'état des responsabilités (dont celle du doyen) dans ces violences. Point n'est besoin d'en parler ici pour mesurer la gravité de ce qui s'est passé.

Ce qui s'est passé fait remonter à la surface une histoire politique locale dans laquelle la Fac de droit de Montpellier a joué un grand rôle. C'est celle d'une version 'notabiliaire' de la droite extrême sous ses diverses formes à Montpellier et dans le Languedoc. Celle des Mistraliens de "l'Ode à la race latine" (voir la plaque "commémorant" cette louange en 1878 de Frédéric Mistral à l'Arc de Triomphe de Montpellier), celle des Félibres (un mouvement provençalo-regionaliste) anti-dreyfusards, celle des nostalgiques de Léon Daudet et de l'Action Française, celle des pétainistes qui firent si mauvais accueil en 1940 au professeur de droit Pierre-Henri Teitgen, grand résistant démocrate-chrétien (il fallut s'y prendre à deux fois pour qu'une plaque sur les murs de la Fac rappelle son passage et sa mémoire).

Il y a toujours eu dans ce Midi blanc, une droite extrême échappant aux classifications nationales. Et cela continue. Pour ne prendre que la partie émergée de l'iceberg, on évoquera *la Ligue du Midi*, un groupe raciste qui défraie la chronique judiciaire depuis des décennies (un de ses responsables vient d'être condamné par le tribunal correctionnel de Montpellier le 12 décembre dernier pour avoir saccagé en juin 2017 les locaux d'une association s'occupant de l'accueil et de la protection des mineurs étrangers isolés). Ils font école avec les guillerettes "*Brigandes*", ce groupe identitaire basé à La Salvetat-sur-Agout (Hérault) qui chante ici et là le "*grand remplacement*". Cette droite-extrême là ne se connaît pas, de limites, ni dans les différentes versions du *Front National*, ni dans ses épigones, ni dans ses méthodes. Il est gravissime que la droite "*établie*" (à laquelle appartient Philippe Petel) les couvre et les cautionne.

On a donc à faire à un scénario bien connu depuis les années Trente mais toujours aussi peu légitime chez les historiens pourfendeurs de Zev Sternhell ou Michel Dobry : la France serait toujours une exception en Europe ; elle n'aurait pas connu le vrai fascisme, protégée par ses "*traductions*" nationales dans le sillage de Maurras dont une large partie de ses élites avait fait sa référence littéraire, mondaine, chic en quelque sorte. Pas dangereuse: Maurras, après avoir appelé à prendre d'assaut l'Assemblée Nationale le 6 février 34, n'avait-il pas replié ses troupes ?

Maurras justement. Voilà que dix des douze membres du Haut comité aux commémorations nationales viennent de démissionner pour protester contre le retrait de son nom de la liste des "*promus*" pour cette année 2018 (150° anniversaire de sa naissance). En leur nom, Jean-Noël Jeanneney et Pascal Ory expliquent que "*commémorer, ce n'est pas célébrer*". Antienne qu'on retrouve à propos de Jacques Chardonne, lui aussi sur la liste (il fut un écrivain antisémite choyé par Goebbels) ou de Céline (en-deçà de la question de la publication de ses "*pamphlets*"). Au diable pour ces "*savants*" le contexte et plus encore ses configurations locales.

La sanctuarisation de cette France rance, antisémite, pétainiste, identitaire est une opération qui a ses interprètes dans l'université, dans la magistrature, dans les médias. C'est ce qui est en cause dans les violences de la Fac de Droit de Montpellier. Leur condamnation ne doit pas s'arrêter à la démission d'un doyen. Elles appellent de la part du gouvernement, des autorités universitaires, de notre part, la plus grande vigilance. Et un droit de suite.

☐ L'auteur

Paul Allès

Professeur Émérite à l'Université de Montpellier. Membre du Conseil National du Parti socialiste. Président de la Convention pour la 6^e République (C6R).

Montpellier - France

➤ **UNE AUTRE REPUBLIQUE EST POSSIBLE**

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.

Ses contenus n'engagent pas la rédaction.